

STOP à la casse sociale de Macron
Un nouveau progrès social pour la France
- États généraux le 3 février à Paris -

En quelques mois, **Macron veut casser les piliers du modèle social et productif français.**

Dégradation des droits des travailleurs-euses avec la loi travail et demain des chômeurs-euses avec la réforme de l'assurance chômage, casse programmée des retraites, bradage du potentiel industriel de la France, attaque contre le droit au logement, casse des services publics, communes et départements menacés ne plus avoir les moyens d'agir pour leur population... Est-ce cela la modernité promise par le Président ? Cette offensive contre notre modèle social s'inscrit en réalité dans la continuité des politiques libérales et de droite de ces dernières décennies, qui n'offrent aucun espoir d'une vie meilleure à nos concitoyen-ne-s.

Nous voulons un changement de société. Il appelle un nouveau progrès social en France et en Europe. Cela implique de s'attaquer au coût du capital, de placer la politique économique et monétaire au service de nos objectifs sociaux et de conquérir de nouveaux pouvoirs d'intervention des citoyen-ne-s et des travailleurs-euses.

À qui profite une telle politique ?

Les licenciements facilités, le contrôle accru des chômeurs et la baisse de leur indemnisation développeront la concurrence entre les travailleurs pour le seul profit des patrons. La vente de nos industries ira garnir le portefeuille des actionnaires au détriment de nos capacités productives nationales. La réforme du logement enrichira les spéculateurs. La casse de la Sécurité sociale ouvrira un gigantesque marché aux assureurs au détriment de la santé des Français-e-s. La baisse des moyens des services publics, la disparition des départements et les nouvelles règles de gestion imposées aux collectivités livreront au privé leurs missions essentielles à la réponse aux besoins des populations.

C'est une politique sans avenir, au service du capital financier, faite par les riches pour les riches, au détriment de l'immense majorité des Françaises et des Français et de l'avenir de notre planète.

Les problèmes de la France ne sont créés ni par les chômeurs, ni par les pauvres, ni par les fonctionnaires, ni par les immigrés. Pendant que chacun d'entre-nous est incité à pointer du doigt son voisin, et alors que le racisme progresse, les plus riches du pays s'organisent avec Macron pour réduire nos droits à toutes et tous. **Le problème de la France est que ses dirigeants successifs ne servent que l'appétit des actionnaires, des banquiers, des spéculateurs. Ce sont eux les assistés du pays ! Il est temps de leur reprendre le pouvoir.**

D'autres choix sont possibles dans le prolongement des avancées sociales du siècle dernier. Nous voulons un nouveau progrès social pour la France.

Depuis plusieurs semaines, des centaines de milliers de citoyen-ne-s se mobilisent pour dire STOP à cette politique. Depuis le début les communistes et leurs parlementaires sont à leurs côtés, mobilisé-e-s dans la rue, à l'Assemblée nationale et au Sénat contre les projets gouvernementaux. Avec eux, nous pensons que la France mérite mieux. **Les communistes proposent à toutes celles**

et ceux qui luttent contre la politique d'Emmanuel Macron, aux forces syndicales, associatives et politiques engagées dans le mouvement social actuel, de construire dès maintenant l'alternative sociale à ce pouvoir autour de cinq grands enjeux :

- **STOP à la loi travail et à la casse de la Sécurité sociale ! Créons une sécurité de l'emploi et de la formation**

La création de la Sécurité sociale par le ministre communiste Ambroise Croizat a représenté une avancée considérable toujours essentielle pour l'immense majorité des Français-e-s. Au lieu de s'y attaquer et d'amplifier l'insécurité sociale, n'est-il pas nécessaire de la défendre et, au-delà, d'étendre cette sécurité au domaine de l'emploi ? Devant les transformations du travail par la révolution numérique, les inégalités professionnelles femmes-hommes grandissantes, notre priorité doit être de sécuriser l'emploi et de développer la formation pour sécuriser nos vies, les revenus de chacun-e, le temps libéré et l'égalité femme-homme. Ainsi nous pouvons faire reculer considérablement le chômage jusqu'à l'éradiquer. C'est en ce sens que les communistes ont déposé une proposition de loi pour une sécurité de l'emploi et de la formation.

- **STOP à la vente de nos industries ! Engageons un nouveau industriel pour la France**

L'investissement dans notre industrie a permis à la France de devenir un pays développé et indépendant en capacité de répondre aux besoins de son peuple dans des domaines essentiels comme l'énergie, le ferroviaire, l'automobile ou la navale. Plutôt que de la brader au plus offrant, n'est-il pas temps de hisser notre industrie à la hauteur des défis de notre siècle, du développement numérique à l'urgence écologique ?

- **STOP à l'austérité et à la casse de nos services publics à l'échelle nationale comme dans les collectivités territoriales ! Construisons un service public du XXI^e siècle**

La pauvreté atteint désormais 8,5 millions de personnes et ne cesse de s'aggraver : plus de 800 000 personnes en quatre ans ont basculé dans la pauvreté. Les services publics sont le patrimoine de ceux qui n'en ont pas. Leurs missions et le statut des femmes et des hommes qui les font vivre ont également joué un rôle essentiel au développement du pays en permettant de répondre à des besoins incontournables comme se déplacer, se soigner ou s'éduquer. Au lieu de les privatiser et d'affaiblir les collectivités territoriales qui les développent, ne devrions-nous pas les promouvoir pour qu'aucun territoire, aucun habitant de notre pays, n'en soit privé ? N'est-il pas temps d'en créer de nouveaux pour répondre aux défis du XXI^e siècle ?

- **STOP au mal-logement ! Garantissons le droit au logement à tou-te-s**

Le logement social a quant à lui permis à des centaines de milliers de familles de se loger dignement mais reste encore trop peu développé alors que la spéculation immobilière interdit à une part grandissante des Français-e-s de se loger dans les villes, où se concentrent l'emploi et les services essentiels à la vie quotidienne des populations. Au lieu de casser cette avancée, de baisser l'APL, de mettre en danger les bailleurs sociaux, n'est-il pas temps de mettre un terme au scandale des expulsions locatives et de construire un grand service public du logement et de l'habitat pour garantir le droit au logement à toutes et tous ?

- **STOP aux cadeaux aux actionnaires et aux plus riches ! Agissons pour la justice fiscale et de grandes banques publiques**

La fraude fiscale des riches atteint 80 milliards d'euros par an et l'État ne fait rien. Les grandes banques privées se font des milliards avec nos crédits ou nous en privent quand nous en avons besoin, elles spéculent et ne financent pas les PME qui créent des emplois de qualité et portent des projets utiles. N'est-il pas urgent d'en finir avec les cadeaux fiscaux aux entreprises, d'élaborer une grande réforme pour la justice fiscale et d'impulser une autre politique monétaire, un nouveau crédit, en France et en Europe, avec de grandes banques publiques ?

Les communistes engagent aujourd'hui une campagne nationale pour un nouveau progrès social pour la France.

Nous appelons les Françaises et les Français, à investir le mouvement social, à s'organiser, à participer aux prochaines journées d'action et à construire ensemble l'alternative sociale à la politique d'Emmanuel Macron.

Des cahiers du progrès social seront édités pour soumettre à nos concitoyen-ne-s nos propositions et recueillir les leurs. Dans tous les départements, des espaces de débats (réunions publiques, ateliers de travail...) seront mis à leur disposition pour définir ensemble les initiatives à prendre (pétitions, rassemblements, actions de solidarité...) pour construire cette alternative. Nos parlementaires seront associés pour travailler aux changements nécessaires dans la loi.

Le samedi 3 février prochain, nous proposons une première étape nationale de cette campagne à tous les Français-e-s et à toutes les forces qui partagent cette démarche par la tenue d'états généraux du progrès social. Pour gagner des avancées, nous avons besoin d'une démarche collective qui construise de l'unité politique. Les états généraux débattront des mesures indispensables à une révolution sociale et décideront des formes d'une mobilisation populaire nationale pour la porter.